

Cérémonie de vœux au président du FPI

Affi N'Guessan : «Le temps a permis de confondre les bourreaux de Laurent Gbagbo »

A l'occasion de la cérémonie de présentation de vœux du nouvel an, mardi dernier, Affi N'Guessan, président du Front populaire (Fpi), a fait un important discours d'orientation que nous vous proposons en intégralité.

Après celle de la passation des charges organisée en ce même lieu le 7 septembre 2013, c'est une autre grande émotion qui m'étreint en cette solennelle cérémonie d'échanges de vœux qui clôture pour moi plus de deux années d'absence à ce cadre annuel de retrouvailles, de communion et de ressourcement.

Circonstance de joie parce qu'une année nouvelle s'ouvre au monde dans l'espérance d'une plus grande béatitude, toute cérémonie d'échanges de vœux est aussi un moment de souvenirs et de commémoration, une occasion d'évaluation et d'appréciation des événements vécus et du chemin parcouru au cours de l'année qui nous quitte.

Pour les Ivoiriennes et les Ivoiriens, en général, l'année 2013, qui vient de s'achever, aura été encore une année d'épreuves, de frustrations et de tristesse.

Pour les militantes et militants du Fpi, pour les combattants de la liberté, de la justice et de la dignité humaine, l'oppression morale, physique et psychologique s'est poursuivie. Toutefois, en 2013, son visage hideux a commencé à être dénoncé ; quelques voix se sont élevées en faveur de la cause des opprimés et l'arrogance de l'opresseur s'est trouvée ébranlée.

En cette circonstance solennelle, je voudrais vous inviter à avoir une pensée et des prières pour toutes les victimes de l'oppression, en particulier pour nos nombreux camarades disparus. C'est aussi le moment pour nous de renouveler notre compassion et notre solidarité à tous nos compatriotes, ces milliers de femmes et d'hommes qui croupissent en prison dans des conditions inhumaines ou vivent un exil forcé. Je pense tout particulièrement à Simone Ehivet Gbagbo, deuxième vice-présidente du parti ; à Charles Blé Goudé, président du Cojep ; à Jean-Yves Dibopieu, président de la Soaf ; à tous ces officiers généraux, officiers supérieurs, officiers, sous-officiers et éléments des ex-Fds, injustement incarcérés ou en exil. Le caractère odieux de la situation du Président Laurent Gbagbo nous afflige au plus haut point ; elle exige la mobilisation de toutes nos énergies au nom de la vérité, de la justice, de la paix et de la réconciliation nationale.

Camarades militantes, Camarades militants,

Qui ne se souvient des promesses mirobolantes du candidat Alassane Ouattara lors de l'élection présidentielle d'octobre et de novembre 2010 en matière de gouvernance politique, sociale, économique et du système de sécurité nationale ? Trois ans après son accession au pouvoir et à deux ans de nouvelles élections générales, où en est-on avec les belles intentions proclamées ? Le bilan de son action, dressé par le chef de l'Etat lui-même à l'occasion de son message à la Nation, le 31 décembre 2013, offre-t-il des motifs de satisfaction et d'espoir ?

A la vérité, comme les années précédentes, les Ivoiriennes et les Ivoiriens sont restés sur leur faim. Ils ont attendu en vain des réponses claires et rassurantes sur les lancinantes et récurrentes questions de sécurité, de pauvreté et de cherté de la vie, des

libertés publiques et de Droits de l'Homme, d'Etat de droit, de justice et de réconciliation nationale.

L'état des lieux que je vous ai présenté le 7 septembre 2013 et que j'ai réitéré lors de la conférence de presse du 4 décembre 2013 ne s'est pas amélioré.

1-Au plan de la sécurité des personnes et des biens

La Réforme du Secteur de Sécurité (Rss) piétine, prise en otage par les chefs de guerre, alors qu'elle devrait être transparente et démocratique afin que l'Armée nationale et toutes les institutions de la République qui participent à la sécurité nationale soient l'expression de la volonté nationale. En conséquence et comme le reconnaît le chef de l'Etat lui-même *«le phénomène des coupeurs de route ... demeure une préoccupation des populations»*. Cette situation est aggravée par l'absence de volonté politique, d'une part dans le désarmement des ex-combattants qui ont porté le régime au pouvoir -plus de soixante mille- armés et livrés à eux-mêmes, et, d'autre part, par les milices «dozo» qui, comme l'indique Amnesty international dans son rapport de juillet 2013, *«depuis l'arrivée au pouvoir d'Alassane Ouattara, ont pris une importance considérable, notamment dans l'ouest du pays où certains de leurs éléments rançonnent les populations et procèdent à des arrestations arbitraires en assumant un rôle autoproclamé de maintien de l'ordre»*.

Face à cette insécurité chronique, les populations sont sans recours : la police et la gendarmerie sont désarmées et ostracisées. L'amère expérience que j'ai pu faire personnellement à Doropo, le 18 décembre 2013, l'assassinat du journaliste David Oué à son domicile dans la nuit du 15 au 16 novembre 2013 et celui du jeune Gnonssian Saint Alex à Duékoué, le 30 décembre 2013, sont une frappante illustration de la gravité de la situation sécuritaire, en particulier quand il s'agit de celle des opposants politiques.

2-Au plan social

La situation nationale est caractérisée par l'aggravation de la pauvreté, par la précarité et la morosité sociales, par la désorganisation, la dégradation et les multiples dysfonctionnements du système éducatif, et par la démission de l'Etat et la désillusion des populations en matière de santé publique. *«Oui, la vie est chère et nombreux sont nos compatriotes qui éprouvent des difficultés à joindre les deux bouts ...»*. C'est Alassane Ouattara qui se contente de le constater, marquant en même temps son impuissance à juguler l'inflation, à créer des emplois et à améliorer les revenus des travailleurs.

En matière de création d'emplois, Alassane Ouattara reconnaît que son programme rencontre des difficultés. A deux ans de la fin de son mandat, il nous fait croire toutefois que *«l'objectif de création d'un million d'emplois [qu'il a pompeusement annoncé pendant la campagne électorale] sur cinq ans est toujours à sa portée»*. Au demeurant, comment peut-il atteindre un tel objectif quand, dans le même temps, une politique systématique et autoritaire de licenciements abusifs est mise en œuvre au nom du rattrapage ethnique pour épurer les Forces de Défense et de Sécurité, l'administration publique et les sociétés parapubliques de tous les travailleurs dont *«les noms posent problème»*.

Ces licenciements massifs ont accru le chômage et accentué la pauvreté. Le taux de pauvreté, qui était de 36 % en 1996, s'établit à l'heure actuelle à plus de 60 %. En termes d'indice de développement humain, le pays est classé au 168ème rang mondial sur 187 pays. Avec cela, on parle *«d'être un pays émergent»* dans sept ans.

Comme solution à l'amélioration des revenus dans le secteur privé, le chef de l'Etat annonce l'augmentation du Salaire minimum interprofessionnel garanti (Smig) de 36.607 Fcfa à 60.000 Fcfa ; cela induira une augmentation des salaires des autres catégories. Curieusement, aucune mesure n'est annoncée pour préserver la

compétitivité des entreprises du secteur privé et éviter de nouveaux licenciements de travailleurs.

Les mesures de revalorisation des salaires et de déblocage des avancements des fonctionnaires dès janvier 2014 relèvent, en réalité, de l'effet d'annonce et des promesses fallacieuses, compte tenu de la situation tendue des finances publiques et de la tutelle serrée exercée par le Fmi pour juguler les dérapages budgétaires auxquels le gouvernement Ouattara est abonné.

Et que dire du fameux programme de «logements sociaux » brandi comme une grande réussite ? En réalité, une opération menée de façon démagogique sans étude préalable et qui rencontre de nombreuses difficultés : financement bancaire, disponibilité et viabilisation des terrains, coût 2 fois supérieur au coût annoncé.

Sous le rapport de la gouvernance économique, le chef de l'Etat se réjouit de ce que «notre pays connaît une forte reprise» le plaçant «*parmi les dix premières nations en croissance dans le monde*». Mais alors comment expliquer l'augmentation de la pauvreté ? Peut-on se réjouir de cette croissance appauvrissante qui n'enrichit que les multinationales et les sociétés étrangères, notamment celles engagées dans les projets d'infrastructures économiques, qui emploient un personnel expatrié et s'approvisionnent à l'extérieur. Ainsi l'argent travaille-t-il pour l'extérieur et ne circule pas à l'intérieur.

S'agissant des infrastructures économiques, il est bon de savoir que le pouvoir actuel ne fait qu'accompagner des projets initiés et mis en œuvre sous les régimes précédents, sous forme de cérémonie d'inauguration ou de pose de première pierre. Le rappeler de temps en temps le grandirait en attendant les 3.396 milliards Fcfa que le candidat Alassane Ouattara avait promis de consacrer à la modernisation du système de transport ivoirien à travers notamment la construction de la voie ferrée Ouangolodougou-Sikasso (Mali), du chemin de fer San-Pedro-Régions Nord-Ouest.

L'attente risque d'être longue, au regard des dérapages observés par les bailleurs de fonds dans la gestion du programme économique et financier du gouvernement et des difficultés que celui-ci éprouve en conséquence à poursuivre la mobilisation des financements nécessaires à la réalisation du programme d'investissements publics.

En effet, l'aggravation du déficit budgétaire malgré l'annulation massive d'une partie de la dette du pays, la politique d'endettement excessif à des conditions onéreuses, l'accumulation des arriérés de paiement de la dette intérieure, le gonflement du volume de la dette flottante, le népotisme observé dans la gestion des marchés publics, etc., ont amené le Fmi à placer sous tutelle technique la gestion courante des finances publiques du pays et de ses activités connexes.

Ces problèmes de gouvernance sont encore plus graves au niveau politique.

3 - La gouvernance politique

La gouvernance politique est le dernier souci du chef de l'Etat, abordé dans le dernier chapitre de son adresse à la Nation. Pourtant il se dit héritier du Président Félix Houphouët-Boigny qui sait «*que la condition essentielle pour atteindre nos objectifs est la préservation d'un climat de paix, préalable indispensable à tout développement*». Il avait promis de rassembler la nation- «*Nos divisions sont notre principal ennemi*», avait-il dit- d'approfondir la démocratie et, à cette fin, d'organiser des débats nationaux sur les grandes questions de société, en particulier sur le rôle des institutions de la République. Pourtant il torpille le processus de réconciliation nationale, refuse les Etats généraux de la République et un dialogue politique franc et sincère avec l'opposition. «*Ce sont des bavardages inutiles* », estime-t-il.

Il avait promis un statut pour l'opposition et des moyens pour son éclosion. Pourtant il méprise l'opposition, la traque et la persécute. Elle ne bénéficie plus de financement public des partis politiques, n'a pas accès aux médias d'Etat et est quasiment interdite de manifestations.

Il avait dit que «... nous avons besoin d'une justice indépendante, impartiale et efficace au service des citoyens et des entreprises». Il avait promis de «traiter les prisonniers de façon humaine». Aujourd'hui, il instrumentalise l'institution judiciaire et pratique la justice des vainqueurs.

A son actif, des milliers de prisonniers politiques détenus sans jugement depuis plus de deux ans, incarcérés dans des conditions inhumaines, pour certains dans des lieux tenus secrets, sans contact ni avec leurs avocats ni avec leurs familles. Le Président Laurent Gbagbo n'a pas été épargné par la volonté d'anéantissement de l'idéal de liberté et de dignité. Après avoir été transféré illégalement à la prison Scheveningen à La Haye, il est maintenu en détention par la Cpi, alors que celle-ci reconnaît qu'à ce jour, le bureau du procureur n'a pas produit de preuves suffisantes donnant des «*motifs substantiels de croire*» que le Président Laurent Gbagbo ait commis les crimes qui lui sont imputés. Le temps et le remarquable travail abattu par les avocats du Président Laurent Gbagbo ont permis de faire émerger la vérité et de confondre ses bourreaux. Maintenant, ce sont des millions de personnes à travers le monde qui se sont emparés de sa cause et qui organisent sa défense. Acculée, la Cpi s'est réfugiée dans une posture politique et tergiverse quant à la libération du Président Laurent Gbagbo. Pourtant la libération de Laurent Gbagbo est inéluctable, au nom de la vérité et de la justice.

Camarades militantes, Camarades militants

Au total, la Côte d'Ivoire est divisée, appauvrie et endettée. Les Ivoiriens sont meurtris et traumatisés. Nous sommes durement éprouvés, mais vous n'avez jamais montré un quelconque signe d'essoufflement et de démobilisation. Grâce à votre grand amour pour le parti et votre foi dans le combat qu'il mène, le Fpi est resté debout. Honneur et hommage à vous tous pour votre bravoure et pour votre engagement militant.

Le peuple ivoirien martyrisé appelle au secours et attend avec impatience une alternative crédible. Notre devoir est d'incarner l'espérance de ces millions de compatriotes qui gémissent et souffrent en silence, de voler au secours de la Nation en danger. En ces moments de turbulences et d'interrogations, notre rôle n'est pas de témoigner, mais d'agir, de restaurer et de développer.

Notre tradition, c'est la lutte. Les avancées démocratiques que le pays a connues et qui sont aujourd'hui menacées, nous les devons à notre lutte, à la sueur de nos fronts, aux sacrifices de nos compatriotes.

Le 26 septembre 2013, le Comité central du parti a adopté les neuf (9) axes stratégiques du programme que nous avons décidé de mettre en œuvre pour incarner cette espérance nouvelle. Ils s'articulent autour de notre ambition de reconquête.

II. POUR UNE NOUVELLE ESPERANCE 1-Agir pour l'extinction des effets de la crise par le dialogue politique

Le dialogue politique sollicité par le Fpi depuis le 29 septembre 2011 et qui a démarré le 18 janvier 2013 vise à trouver des solutions négociées aux situations nées de la crise et entretenues par la crise. Il s'agit de problèmes qui touchent directement les militants du Fpi et les partisans du Président Laurent Gbagbo et dont la résolution contribuera à la décrispation et à l'apaisement de l'environnement sociopolitique, à la restauration de la confiance entre le gouvernement et l'opposition afin de créer les conditions de la réconciliation.

Pour les Ivoiriens, en général, et pour les militants du Fpi et les partisans du Président Laurent Gbagbo, en particulier, les conséquences de la crise postélectorale ont été dramatiques.

Beaucoup d'entre eux ont été arrêtés et jetés en prison, dont les principaux dirigeants du parti. Certains ont perdu la vie. Pour échapper à la mort ou à l'arrestation, de milliers d'autres ont pris le chemin de l'exil. Ils vivent depuis plus de deux ans dans la précarité, séparés de leurs familles. Certains sont morts, d'autres sont mourants et éprouvent toutes les peines à se soigner ; leurs comptes bancaires sont «gelés», les privant de moyens pour se nourrir, pour pourvoir à l'éducation des enfants et à l'entretien de la famille. Les drames vécus sont indescriptibles.

Quand ils n'ont pas été pillés, les biens de toute nature de nombreux cadres du Fpi et partisans de Laurent Gbagbo ont été confisqués par des partisans du régime : maisons, véhicules, terrains, terres agricoles, plantations, etc.

Dans les administrations, dans les entreprises publiques et parapubliques, c'est la chasse aux sorcières. C'est «*le rattrapage*» qui contraint au chômage, au désœuvrement et à la pauvreté des milliers de cadres, à cause de leur appartenance politique ou ethnique. Cette exclusion politique dont est victime l'opposition accroît les frustrations, le sentiment d'injustice, de colère et de révolte. Elle alourdit le climat sociopolitique, plombe le moral des populations et la confiance des investisseurs.

Un tel environnement n'est nullement propice ni à la réconciliation nationale, ni à la restauration économique. Les objectifs spécifiques du dialogue politique visés sont :

i) *Normaliser la vie politique et sociale*. Pour cela : - Agir pour la libération du Président Laurent Gbagbo ; - Libérer tous les prisonniers politiques, civils et militaires, et éteindre à leur endroit toutes les actions entreprises ;

- Permettre et organiser le retour des réfugiés et des exilés politiques, et éteindre à leur endroit toutes les actions entreprises ;

- Réhabiliter et réintégrer avec reconstitution de carrière tous les membres des Forces de Défense et de Sécurité emprisonnés, exclus ou en exil ;

- Réhabiliter, réintégrer avec reconstitution de carrière tous les travailleurs de l'administration publique, du secteur privé, etc., sanctionnés ou exclus suite à la crise postélectorale et pour des raisons politiques ou ethniques.

ii) *Restaurer les droits et libertés individuels* :

- Faire restituer les biens confisqués et, le cas échéant, procéder au dédommagement des propriétaires ;

- Dégeler les comptes bancaires et les avoirs de toutes les personnes concernées par ces mesures ;

- Faire lever les sanctions, ainsi que les interdictions de visa et de voyage.

iii) *Normaliser le jeu démocratique*

- Permettre l'accès de l'opposition aux médias d'Etat ;

- Reprendre le financement des partis politiques ;

- Ne pas entraver et sécuriser les manifestations de l'opposition ;

- S'engager à respecter la liberté de réunion, d'opinion et d'expression ;

- Assurer la protection des dirigeants de l'opposition.

iv) *Garantir la sécurité des personnes et des biens*

- Organiser le retour des chasseurs traditionnels «dozos» dans leurs terroirs et à leurs activités d'origine ;

- Assurer l'encasernement des Frci et mettre fin à leur utilisation dans les actions de sécurité publique ;

- Réaliser le désarmement des ex-combattants civils ;

- Réhabiliter les forces de police et de gendarmerie dans leurs fonctions régaliennes de sécurité publique, les doter en armements et en équipements nécessaires à l'exercice de leurs missions.

v) *Adopter les termes de référence et préparer les Etats généraux de la République*

- Adopter les termes de référence des Etats généraux de la République (Egr) ;

- Adopter les textes portant missions, composition, organisation et fonctionnement de la nouvelle Commission Dialogue, Vérité et Réconciliation (Directoire des Egr) ;

- Adopter le texte portant convocation des Egr.

L'urgence de la réconciliation commande que le dialogue direct ne s'éternise pas. Dix huit (18) mois après l'ouverture de ces négociations, certaines questions ont fait l'objet de convergences, mais les décisions concrètes tardent à venir. L'enjeu que représente le dialogue direct avec le gouvernement pour la normalisation du pays et pour la réconciliation de la nation exige que le dialogue aboutisse à des conclusions heureuses dans les meilleurs délais.

2-OEuvrer à la réconciliation nationale

Pour répondre au besoin de justice des victimes des douloureux événements que le pays a connus et pour réaliser la réconciliation nationale, il faut reconnaître que la justice pénale a montré ses limites. Le constat est unanime auprès des différentes organisations internationales de défense des Droits de l'Homme. Comment procéder pour rendre justice aux victimes et dans le même mouvement fonder un nouveau contrat social à travers des réformes politiques et institutionnelles ? Quelle commission pour une réconciliation nationale crédible et effective ?

Dans son rapport d'octobre 2013, la Fidh, faisant le même constat, propose de mettre en œuvre un processus de justice transitionnelle que *«les seules perspectives envisageables consisteraient à reprendre des consultations nationales permettant de trancher notamment le mandat, la composition, la place de la justice et les attentes des populations à l'égard de la Commission. Sur la base de la structure existante et restructurée, la Cdv aurait ensuite comme mission de recevoir les plaintes des victimes et les entendre, d'enquêter sur ces allégations, d'organiser des audiences dont certaines pourraient être publiques ou publicisées, et d'établir des recommandations de réparations individuelles et collectives, ainsi que des garanties de non-répétition des violations des Droits de l'Homme, sous la forme de réformes constitutionnelles, législatives, administratives et mémorielles ; et ce, afin de préserver l'Etat des dérives autoritaires du pouvoir et des conséquences d'une instrumentalisation de ses attributs répressifs sur les citoyens».*

Le Fpi partage cette analyse. C'est pour donner une forme concrète et opérationnelle à cette vision, c'est pour apporter une réponse concrète à la question des instruments et de la procédure de réconciliation que le Fpi propose les Etats généraux de la République.

Le concept d'Etats généraux est habituellement utilisé pour désigner les réunions que les acteurs d'un secteur organisent sur une période donnée pour débattre en profondeur, émettre des propositions, en vue de corriger ses dysfonctionnements et de redynamiser leurs activités : Etats généraux de la presse, de l'éducation, des sports, etc. Historiquement, et en France, les Etats généraux étaient des assemblées issues des trois ordres (Clergé, Noblesse et Tiers Etat) convoquées par le Roi pour débattre des problèmes du pays. Les Etats généraux de 1789 ont été les derniers de l'ancien Régime. L'historien et philosophe Jules Michelet (1798-1874) considère que *«la convocation des Etats généraux de 1789 est l'ère véritable de la naissance du peuple. Elle appela le peuple entier à l'exercice de ses droits».*

En 2009, en France, on a eu recours aux Etats généraux de l'Outre-mer pour espérer sortir de la crise sociale aux Antilles ; conflit d'une ampleur et d'une intensité jamais connues alors dans ces territoires.

L'objectif général des Egr est de réunir des représentants de toutes les composantes de la Nation pour faire la lumière sur les circonstances, les causes, les auteurs et les victimes des douloureux événements sociopolitiques qui ont endeuillé le pays et divisé les Ivoiriens, proposer des réparations et des remèdes, en vue de construire un nouveau consensus réconciliateur, facteur de paix et de stabilité.

Le Fpi a identifié sept (7) thématiques qui pourraient faire l'objet des travaux des Egr :

- i) Rechercher la vérité sur les événements sociopolitiques des dix dernières années, situer les responsabilités sur les graves violations des Droits de l'Homme et proposer des réparations pour les victimes, ainsi que tous moyens de nature à guérir des traumatismes subis ;
- ii) Proposer les réformes constitutionnelles, institutionnelles et électorales de nature à fonder la stabilité politique et la démocratie ;
- iii) Adopter les réformes législatives nécessaires à la consolidation de l'Etat de Droit, des Libertés et de la Démocratie ;
- iv) Proposer des textes consensuels et des programmes gouvernementaux sur la nationalité, la citoyenneté, l'identification des populations et le foncier rural en vue de mettre fin aux troubles sociopolitiques et aux affrontements intercommunautaires ;
- v) Réformer le Système de Sécurité nationale (Rss) ;
- vi) Proposer une carte nationale de l'administration du territoire et de la décentralisation en vue de stabiliser l'organisation administrative du pays et de favoriser le développement équilibré du territoire ;
- vii) Analyser les questions liées à la laïcité, à la diversité ethnique et culturelle, à l'éthique républicaine, à la solidarité nationale et à la cohésion sociale ; faire des propositions visant à promouvoir la conscience nationale et le patriotisme. Les participants aux Etats généraux de la République seront de trois types :

i) Les représentants des couches socioprofessionnelles

Leur participation est destinée à témoigner du caractère inclusif du processus et à fonder la légitimité des conclusions qui en sortiront. Ainsi prendront part aux Etats généraux de la République :

- Les représentants du gouvernement et des institutions de la République ;
- Les partis politiques ;
- La Société civile ;
- Les représentants des régions, des communautés et des autorités coutumières ;
- Les confessions religieuses ;
- Les organisations syndicales et patronales ;
- Les représentants de la diaspora ;
- Les représentants des mouvements de jeunesse et des femmes ;
- Les représentants des corps constitués (Justice, Armée, Police, Gendarmerie ; Administration publique, etc.) ;
- Etc.

ii) Les experts

Il s'agit de personnalités ressources de renom, ivoiriennes ou non ivoiriennes, de représentants des organisations internationales, qui seront invitées pour faire partager leurs expériences et apporter leur éclairage sur les questions débattues.

iii) Les acteurs de la crise

Il s'agit :

- des acteurs majeurs de la crise : les Présidents Laurent Gbagbo, Alassane Ouattara et Henri Konan Bédié;
- des auteurs présumés de crimes et de violations des Droits de l'Homme ;
- des victimes des évènements sociopolitiques ;
- des témoins des évènements.

Leurs auditions et témoignages, publics ou à «huis clos» permettront de faire éclater la vérité sur les évènements sociopolitiques des dix dernières années.

Pour assurer une large audience aux Egr, le Directoire des Etats généraux de la République pourra imaginer d'autres formes de participants telles que des sites internet, téléphone vert, pages de journaux, etc.

Le Directoire des Etats généraux de la République pourrait être la Commission Dialogue-Vérité et Réconciliation reconstituée dans sa composition, son organisation et son fonctionnement.

Les Etats généraux de la République s'appuieront sur les résultats de toutes les enquêtes, les rapports et toute documentation en rapport avec les évènements incriminés. Le Directoire analysera les rapports de toutes les expériences antérieures de réconciliation et de refondation politique : Commission consultative constitutionnelle et électorale (2000), Forum de la Réconciliation nationale (2001), accords politiques pour la résolution de la crise née de la rébellion armée (Lomé, Marcoussis, Accra, Pretoria, Ouagadougou), etc. Les dossiers d'instruction des poursuites judiciaires engagées dans le cadre de la crise postélectorale lui seront versés. Le Directoire diligentera toute enquête complémentaire qu'il jugera nécessaire à la réussite de sa mission.

Ces travaux des Etats généraux de la République se dérouleront en plénière et en commission. Les séances serviront à présenter les grandes communications, aux auditions et témoignages et à la restitution des résultats des travaux en commission.

Les participants se répartiront en commissions thématiques. Sept (7) commissions thématiques sont proposées correspondant aux sept (7) objectifs spécifiques des Etats généraux de la République.

Ce projet généreux rencontre des résistances de la part du gouvernement dont l'implication est incontournable pour sa mise en œuvre.

3- Actualiser la vision du parti au plan idéologique et programmatique du pays

Le monde évolue, l'Afrique bouge, la Côte d'Ivoire change, les mentalités aussi. De nouvelles problématiques émergent dans notre société et dans le monde. Le parti doit s'adapter pour porter en permanence les aspirations de nos compatriotes. La nouvelle dynamique que nous venons d'impulser aux Secrétariats nationaux chargés de l'action gouvernementale vise à bâtir les quatre piliers de l'espérance :

- L'Espérance d'une nation unie et solidaire ;
- L'Espérance d'une nation riche et prospère ;
- L'Espérance d'une nation en paix à l'intérieur et avec ses voisins, admirée et respectée ;
- L'Espérance d'une nation de la modernité sociale.

La pertinence de ce projet de l'espérance portera assurément une part substantielle de notre ambition de reconquête.

4- Redynamiser les structures du parti et assurer le renforcement des capacités des cadres

Il s'agit de refonder le Fpi afin d'en faire une redoutable machine de mobilisation politique et électorale. Pour ce faire, deux axes d'action seront privilégiés :

- Le renforcement de l'implantation nationale du parti ;
- La modernisation de l'organisation et du fonctionnement du parti.

Depuis septembre 2013, j'ai repris les tournées sur le terrain pour réactiver les structures de base en hibernation dans beaucoup de régions à la suite de la crise postélectorale. Ce travail est prolongé par les structures spécialisées, particulièrement la Jfpi que je voudrais saluer et féliciter, par les Secrétaires nationaux et par des élus.

La vice-présidence chargée de la Mobilisation et de l'Implantation du Parti a été instruite pour soumettre au Secrétariat exécutif, puis aux autres instances du parti, des propositions de décision afin de régulariser, dès la semaine prochaine, des situations de dysfonctionnements qui ont été observées dans certaines fédérations.

Le recrutement des cadres, la redynamisation des coordinations et la formation politique devront occuper une place de choix dans cette opération d'implantation du parti.

La modernisation de l'administration du parti visera la mise en œuvre de plusieurs actions :

- La réhabilitation des locaux servant de siège provisoire et l'informatisation des services ;
- L'évaluation systématique et périodique des contrats d'objectifs des Secrétaires nationaux chargés de l'encadrement des fédérations ;
- L'évaluation systématique des Fédérations ;
- Le traitement systématique et efficace des situations d'indiscipline et de conflits ;
- Etc.

5-Redynamiser l'action sociale du parti

Justice sociale et solidarité sont des valeurs fondamentales du socialisme. Elles sont aussi des valeurs africaines. Pour le Fpi, elles constituent donc une nécessité idéologique et une opportunité politique dont le respect et l'exploitation lui donneront une image spécifique et un avantage comparatif dans le paysage politique national.

La crise politique et ses nombreuses victimes tant au sein du parti qu'au sein des populations donnent une importance toute particulière à cette dimension de notre politique de reconquête.

6- Renforcer les alliances politiques et sociales

A l'intérieur de la bipolarisation en cours, le jeu politique en Côte d'Ivoire est ordonné autour d'un trépied constitué du Fpi et des partis membres de l'ex-Majorité présidentielle, du Pdcj-Rda et du Rdr. Ce trépied a rassemblé aux dernières élections (1er tour) 95% de l'électorat. En l'état actuel des choses, sans alliance (formelle ou pas) avec une des deux autres tendances politiques, il sera difficile à un parti politique de gagner une élection présidentielle. D'où l'excitation actuelle d'Alassane Ouattara et du Rdr à tenter de verrouiller la direction du Pdcj-Rda. Comme vous le constatez chaque jour à travers la presse, l'enjeu des futures élections générales pour les militantes et militants de chaque formation politique est tel que nécessairement des opportunités seront ouvertes à des alliances avec des partis désireux de servir la cause nationale, la liberté et la démocratie, à commencer par les partis membres du Cnrd et de l'ex-Majorité présidentielle.

Nous ne devons pas oublier l'alliance avec les forces sociales. Partager la lutte des travailleurs, marquer notre solidarité et notre proximité avec la société civile dans la défense des libertés et des Droits de l'Homme devraient nous permettre à la fois de servir notre idéal et de capter leur adhésion.

7- Renforcer la mobilisation des ressources afin d'assurer le financement des activités du parti

L'argent est le nerf de la guerre, a-t-on coutume de dire. C'est une réalité. Nous l'avons vécu dans l'opposition, nous en faisons l'amère expérience depuis qu'instruit de cette

réalité, Alassane Ouattara a décidé de l'utiliser pour nous anéantir, à défaut pour fausser à son avantage les règles du jeu politique. Nous devons relever ensemble le défi. C'est une condition essentielle de notre liberté et de la reconquête. C'est ce qui justifie le lancement de l'opération «*Je donne au Fpi*». Vos contributions sont attendues. C'est un acte militant qui donnera au parti les moyens nécessaires à la protection des libertés, à la défense de la démocratie et à la reconquête du pouvoir d'Etat.

8-Développer une politique d'image et de communication appropriée

Depuis plus de trente ans qu'il se bat pour la Côte d'Ivoire, le Fpi a développé une solide image dans l'opinion nationale et internationale. Mais la campagne de dénigrement systématique et de diabolisation dont il a été l'objet depuis 2000 a laissé des traces. Certes, ces derniers mois, le parti reprend des couleurs comme en témoignent les invitations qu'il reçoit pour participer à des rencontres internationales. Nous devons, en outre, faire la preuve, aux yeux de l'opinion nationale comme internationale, de notre capacité à incarner cette nouvelle espérance. Le désastre national que constitue la gouvernance d'Alassane Ouattara ouvre la voie, mais il ne sera pas suffisant pour la reconquête du pouvoir d'Etat. Nous devons faire la preuve d'un parti sérieux et rigoureux proche du peuple, digne de confiance et apte à gouverner à nouveau. C'est dans la modernisation de la pensée et de nos rapports aux médias, le renforcement de la communication et du marketing politique, une plus grande efficacité de la presse du parti que nous réussirons à donner une image fidèle et valorisante du parti à l'opinion nationale et internationale.

9-Assurer le rayonnement international du parti

Avec la mondialisation et la multilatéralisation de plus en plus poussée de questions touchant à l'existence des hommes, les frontières n'ont plus la même signification que par le passé. Désormais les réseaux qui traversent les organisations humaines s'étendent largement au-delà des cadres nationaux. La refondation de la diplomatie du parti doit s'appuyer sur une plus grande sensibilité aux questions internationales et une présence plus marquée du parti sur la scène internationale. Toutes les opportunités offertes par les médias internationaux devront être exploitées. L'internationalisation de la fête de la liberté offrira une opportunité supplémentaire de positionnement auprès des partis frères.

CONCLUSION

Voilà, chers camarades, Mesdames et Messieurs, Honorables invités, les grands axes de notre lutte à l'horizon 2015 et qui constituent aussi des défis qu'il nous faut impérativement relever pour notre marche irréversible vers la victoire finale. Nous y croyons fermement, car nous, au Fpi, nous avons l'avantage d'être dans la roue de l'histoire.

Oui, chers frères et sœurs, le Fpi ne rêve jamais seul ; le Fpi rêve toujours avec les Ivoiriens, avec le peuple de Côte d'Ivoire parce qu'il est au cœur des attentes de l'écrasante majorité de la population. Nous n'avons pas le droit de décevoir ces attentes. L'année 2014 doit donc être, pour nous et pour nos compatriotes, l'année des actions concrètes, l'année décisive qui annonce la victoire finale. Le Président Laurent Gbagbo, qui, depuis La Haye, suit notre marche vers la reconquête du pouvoir, m'a chargé de vous transmettre tous ses vœux de santé, de courage et de réussite.

C'est en partageant avec vous, sans haine et sans rancune, le souvenir de toutes ces blessures, de toutes ces meurtrissures vécues, mais aussi l'espérance d'une renaissance, c'est en vous renouvelant ma gratitude pour toutes vos marques d'attention, d'affection et de soutien que je voudrais formuler, à mon tour, à chacune et à chacun d'entre vous, ainsi qu'à vos familles respectives, mes vœux les meilleurs pour 2014.

Bonne et heureuse année 2014 à tous les militants du Front populaire ivoirien, en liberté, en prison ou en exil.

Bonne et heureuse année à tous les combattants de la liberté d'ici et d'ailleurs.

Bonne et heureuse année à tous les Ivoiriens épris de justice et de paix en lutte aux côtés du Front populaire ivoirien pour l'avènement d'une Côte d'Ivoire démocratique, stabilisée et prospère.

Année de liberté au Président Laurent Gbagbo et qu'il nous revienne en bonne santé.

Vive le Front populaire ivoirien Vive la Côte d'Ivoire Je vous remercie.

Pascal AFFI NGUESSAN

Président